



APPEL A PROJETS FEDER

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*

FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

[OS5 – Os 5.1]

« Réduire les inégalités dans les quartiers politique de la ville »

Investissement Territorial Intégré Métropole Nice Côte d'Azur

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection validés par le Comité de suivi interfonds du 12 décembre 2022

Codification E-synergie :

Territoire :	<i>Région SUD</i>
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Codification :	PR05 - RSO5.1_NCA : Volet urbain Nice Côte d'Azur Métropole
Service Guichet :	Guichet SDTI
Organisme (ITI, intermédiaire,...)	Métropole Nice Côte d'Azur
Appel à projets :	AAP_PR05_Volet_Urbain_QPV_ITI_NCA_2023

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE.....	3
2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)	4
➤ 2.1 Objectifs.....	4
➤ 2.2 Actions soutenues	7
3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT	9
4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	10
➤ 4.1. Bénéficiaire	10
➤ 4.2 Thématique	10
➤ 4.3 Lieu de réalisation	10
➤ 4.4 Démarrage de l'opération	11
➤ 4.5 Critères d'éco-conditionnalité.....	11
5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	11
➤ 5.1 Plan de financement.....	11
➤ 5.2. Catégories de dépenses.....	12
6. CRITERES DE SELECTION DES PROJETS	15
7. INDICATEURS	16
Les indicateurs relatifs à cet appel à projets et méthodologie :	17
8. PROCEDURE DE CANDIDATURE.....	21
➤ 8.1 Calendrier de dépôt des dossiers	21
➤ 8.2 Portail e-Synergie	21
➤ 8.3 Documents de l'appel à projets.....	21
➤ 8.4 Contacts et renseignements.....	22
9. MODALITES DE SELECTION	22
➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention.....	22
➤ 9.2 Instruction	22
➤ 9.3 Présentation en comité de programmation.....	23
➤ 9.4 Décision de l'Autorité de Gestion.....	23
10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE.....	24
11. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES.....	24
➤ 11.1 Respect du principe de pérennité	24
➤ 11.2 Respect du droit applicable	25
➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne.....	25
➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération	25
12. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION ET DE L'AUTORITE URBAINE.....	26
➤ 12.1 Respect de la confidentialité	26

1. CONTEXTE

La Région Provence-Alpes-Côte d’Azur, en tant qu’Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du programme Provence-Alpes-Côte d’Azur et Massif des Alpes FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027.

A ce titre, elle s’est engagée à soutenir le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif dans les zones urbaines par le biais d’un volet spécifique du fonds européen de développement régional (FEDER), rattaché à l’Objectif Stratégique 5 « une Europe plus proche des citoyens ».

La mise en œuvre opérationnelle de cette thématique s’effectue via des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI), soit les quatre principales agglomérations du territoire régional : Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP), Métropole Nice Côte d’Azur (NCA), Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) et la Communauté d’Agglomération du Grand Avignon (GA).

Les 4 ITI par le biais d’une stratégie urbaine intégrée en faveur des quartiers urbains prioritaires vont intervenir dans les domaines suivants :

- a. Appui à l’implantation et à la réhabilitation d’équipements collectifs en vue du développement et de l’amélioration de l’offre de services de base (Mesure 1)
- b. Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines (Mesure 2)
- c. Soutien au développement de l’activité économique (Mesure 3)

Le présent appel à projets concerne la mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée de Métropole Nice Côte d’Azur.

Le territoire concerné est présenté en annexe 1 du présent appel à projets.

La stratégie urbaine intégrée de Métropole Nice Côte d’Azur est, quant à elle, consultable sur le site : <https://www.nicecotedazur.org/europe>.

2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)

➤ 2.1 Objectifs

Dans le cadre de sa **Stratégie Europe 2021-2027**, la Métropole Nice Côte d'Azur a identifié les enjeux de mobilisation des fonds UE pour son territoire, en particulier au bénéfice des territoires urbains fragilisés du fait de l'ampleur des défis qu'ils rencontrent. L'ITI-FEDER fait partie des outils pouvant être mobilisés pour répondre à ces enjeux.

Pour mettre en œuvre l'ITI 2021-2027, la Métropole Nice Côte d'Azur a adopté le 6 octobre 2022, sa **Stratégie Urbaine Territoriale Intégrée**, qui définit le périmètre d'intervention et les orientations stratégiques sur la base d'un diagnostic des besoins des zones les plus fragiles de son territoire.

La Métropole Nice Côte d'Azur se caractérise par son dynamisme économique. Ainsi, pour l'année 2022 la Métropole NCA compte 251 145 emplois ; 85 139 établissements ; 7 pôles de compétitivité, des secteurs d'excellence dans l'industrie, le tourisme et des filières d'avenir (Industries Culturelles et Créatives, Economie Bleue, Naturalité, santé)

Dans le même temps, le territoire de la Métropole connaît de fortes inégalités sociales et territoriales. Ainsi, 8,2% de la population de la Métropole Nice Côte d'Azur vivent sur les 11 Quartiers Prioritaires. 95 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté sur le territoire métropolitain. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville connaissent un déficit dans le domaine des équipements collectifs et de l'offre de service, du cadre de vie et de la sécurisation des zones urbaines ainsi que de l'activité économique.

Dans ce contexte, l'objectif du présent appel à projets est de réduire les inégalités que connaissent les quartiers prioritaires de la politique de la ville au travers de l'action sur différents leviers :

- **Le soutien aux équipements collectifs pour répondre aux enjeux d'accès des populations aux services de base**

Il existe dans ces quartiers un enjeu de développement des équipements publics. Les réhabilitations et constructions de centres sociaux, écoles, crèches, équipements sportifs... participent de leur attractivité et facilitent également les échanges entre la population. Ils sont également un facteur d'intégration et favorisent l'accès à l'emploi sur le long terme.

L'amélioration de la mobilité et de l'accessibilité contribue également à ces enjeux.

Une grande partie des futurs adultes du territoire vivent dans ces quartiers, démontrant ainsi la nécessité d'intervenir sur les besoins des enfants et des jeunes, en matière d'offre de services (éducatifs, sportifs...). Il est également important de renforcer l'offre de centres d'accueil à destination de publics fragilisés (mères isolées, jeunes travailleurs, mineurs vulnérables...).

Les quartiers prioritaires connaissent des enjeux particuliers en matière de santé, avec notamment un déficit d'offre médicale, un manque de médecins spécialistes (pédiatres, dentistes, psychiatres, pédopsychiatres, gynécologues et orthophonistes), la nécessité d'anticiper le vieillissement de la population et des professionnels médicaux, ou encore de traiter les problématiques connexes pour l'offre de santé, afin de favoriser une répartition homogène sur les territoires : un manque

d'attractivité de ces zones, des locaux inadaptés, des problèmes de stationnement ou encore, dans certains secteurs, une insuffisance de la patientèle.

- **L'amélioration du cadre de vie et la sécurisation pour répondre aux enjeux d'attractivité**

Les projets de renouvellement urbain jouent un rôle dans l'amélioration du cadre de vie, lorsqu'ils mêlent question du logement et implantation d'équipements publics et privés.

La nature en ville est également au cœur des enjeux de réhabilitation et de renouvellement des QPV. À la fois vecteur de préservation de l'environnement, elle contribue à l'amélioration du cadre de vie à travers des services écologiques dédiés (réduction des pollutions, lutte contre les îlots de chaleur...). Il s'agit de faire de la nature un élément structurant de l'aménagement urbain pour permettre à la fois de répondre aux besoins d'amélioration de la vie quotidienne (en termes de santé notamment) et d'anticiper les externalités négatives liées au milieu urbain (pollution de l'air, dégradation de l'habitat...).

Du point de vue de l'aménagement urbain, la prise en compte de problématiques environnementales spécifiques (îlots de chaleur urbains...) pose de nouveaux enjeux, identifiés notamment dans le Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) et amènent à la nécessaire mise en place d'éco-conditionnalité (critères écologiques/environnementaux). L'usage de matériaux propices à la préservation d'une température basse (usage de surfaces de pleine terre) tout comme le développement de surfaces végétalisées ou en eau sont une alternative aux modes de construction traditionnels. De même, sur un territoire où les fortes chaleurs sont de plus en plus courantes, la mise en place de dispositifs d'ombrage et de masque (végétation, brise-soleil, galeries couvertes) apparaît comme un nouveau besoin dans la construction.

L'offre de mobilité a besoin d'être développée et diversifiée, avec de nouvelles solutions de mobilité douce et active, en particulier le développement de voies douces et de cheminements piétons. Il y a une véritable nécessité à mieux partager les espaces et à contrebalancer la place actuellement dominante de la voiture par d'autres propositions de mobilité, mais aussi à désenclaver les quartiers.

Les enjeux de mobilité dépassent le cadre de la stratégie urbaine intégrée de la Métropole, du fait de la nécessité d'aller vers une approche intégrée des transports. La stratégie urbaine intégrée de la Métropole se concentre sur les enjeux liés aux mobilités douces et actives et aux liaisons de désenclavement, en complémentarité avec les autres approches développées à l'échelle de la Métropole notamment.

- **Le soutien au développement des activités économiques pour répondre aux enjeux en termes d'emploi**

Le développement économique dans les quartiers prioritaires passe par le renforcement de leur attractivité, ce qui suppose la consolidation du réseau habitants/entreprises (offre et demande) en leur sein. La dimension économique des protocoles ANRU et du contrat de plan Etat/Région pourrait également être davantage mise à profit.

Par ailleurs, plusieurs initiatives peuvent être soutenues à l'échelle métropolitaine au bénéfice du développement économique : tiers lieux et incubateurs de projets, commerces, boutiques à l'essai. Les évolutions technologiques et l'émergence de nouveaux modes de travail offrent aussi de nouvelles opportunités.

Il existe également un fort enjeu de pérennisation des entreprises, qui passe par :

- La création de lieux d'accueil de type pépinières ou hôtels d'entreprises ;

- Le soutien aux associations d'accompagnement à la création d'entreprises portant sur des projets innovants sur les quartiers prioritaires ou sur des secteurs d'activités prioritaires ;
- La requalification de locaux commerciaux, notamment en pied d'immeubles.

L'économie sociale et solidaire offre des opportunités pour une amélioration de l'emploi et de l'insertion dans les QPV.

Par ailleurs, la Métropole Nice Côte d'Azur souhaite apporter une réponse concrète aux difficultés du territoire par des projets s'intégrant à la politique Métropolitaine en vue de transformer l'image des quartiers et de favoriser leur attractivité ainsi que la gouvernance participative des associations et des habitants.

Concernant la lutte contre les discriminations : sensibiliser les acteurs à la lutte contre les discriminations par l'accès aux droits des victimes de discriminations et les actions en faveur de l'interculturalité, de l'apprentissage de la langue française, de la connaissance des droits et devoirs citoyens pour l'accès à l'emploi.

Concernant l'égalité femmes – hommes : combattre le sous-emploi des femmes en favorisant leur accompagnement. Faire reculer les répartitions prescriptives des rôles sociaux entre les sexes et lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes. Faciliter l'accès aux droits des femmes et des filles et garantir l'égalité républicaine. Prendre en compte l'articulation entre le droit des femmes et la laïcité afin de lutter contre le risque de radicalisation.

Concernant la jeunesse : développer le soutien aux initiatives des jeunes et favoriser les pratiques participatives autour de la parentalité. Développer le service civique, le parrainage, l'accompagnement, la formation et la qualification vers l'emploi des jeunes. Promouvoir la prévention et la promotion de la santé.

Concernant le développement durable : favoriser l'approche environnementale de l'urbanisme en orientant les opérations d'aménagement vers de la mixité fonctionnelle qui prenne en compte notamment la place de l'économie banale. Développer un maillage adapté de transports en commun de qualité et favoriser le développement des modes de déplacement doux.

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de 3 000 000 €.

➤ 2.2 Actions soutenues

Afin de répondre aux objectifs précédemment présentés, les 3 mesures soutenues seront les suivantes :

MESURE 1 : Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base

***Finalité** = Résorber le déficit d'équipements de proximité et de services de base pour mieux accompagner les parcours d'insertion, d'éducation de santé et d'accès aux droits des habitants*

La mise en œuvre de la mesure 1 s'effectue dans le cadre d'intervention ci-dessous :

1 : Construction/Extension/Réhabilitation d'infrastructures de proximité à vocation éducative, sanitaire, sportive, socioculturelle et sociale et structures d'information et d'accès aux droits contribuant à l'inclusion des populations en difficulté, et plus largement, de l'ensemble des habitants des quartiers dégradés.	Types de projets : centres sociaux, centre d'accès aux droits, équipements sportifs/socioculturels de quartier, maison de service public, maisons d'accueil de victimes, établissements d'insertion sociale/professionnelle...
2 : Construction/Extension/Réhabilitation d'infrastructures de santé contribuant au développement de l'offre de santé de proximité et à la lutte contre les déserts médicaux en milieu urbain	Types de projets : maisons/centre de santé
3 : Construction/Extension/Réhabilitation d'infrastructures petite enfance	Types de projets : crèches, haltes garderies...
4 : Extension/Réhabilitation d'infrastructures enfance	Types de projets : établissements scolaires du 1 ^{er} degré

MESURE 2 : Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines

Finalité = Améliorer l'attractivité des quartiers dégradés ainsi que le bien-être et la qualité de vie au quotidien des habitants

La mise en œuvre de la mesure 2 s'effectue dans le cadre d'intervention ci-dessous :

1 : Réhabilitation physique et sécurisation d'espaces publics existants	Types de projets : Requalification / Réaménagement d'espaces publics, Création d'équipements publics extérieurs (city stade, aire de jeux, etc.), Appui aux démarches de conception « security by design » »
2 : Opérations de réintroduction/préservation de la nature en ville	Types de projets : Désimperméabilisation / Végétalisation d'espaces publics existants, Création de nouveaux espaces de type jardins partagés, ferme urbaine, parc végétalisé...
3 : Création/Réhabilitation d'aménagements favorisant les mobilités actives de type voies douces, liaisons piétonnes.	Types de projets : voies vertes, liaisons piétonnes, passerelles...

MESURE 3 : Soutien au développement de l'activité économique

Finalité = (Re)Créer de la mixité fonctionnelle nécessaire en termes d'attractivité et de création d'emplois de proximité pour les habitants

La mise en œuvre de la mesure 3 s'effectue dans le cadre d'intervention ci-dessous :

1 : Création/Extension/Réhabilitation d'infrastructures de proximité à vocation économique inscrites dans l'écosystème local	Types de projets : tiers lieux, espaces de coworking...
2 : Rénovation/réhabilitation de locaux commerciaux en pieds d'immeubles, de cellules commerciales existantes	Types de projets : Réhabilitation et traitement de la vacance commerciale, restructuration des polarités commerciales de quartier
3 : Soutien aux investissements des infrastructures de l'économie sociale et solidaire et de l'insertion par l'activité économique (moyens et surfaces de production)	Types de projets : investissements en matériel/surfaces de production des structures de l'ESS/IAE

3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : *« Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. »*

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » : l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence.

En 2016, la Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

Lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de Gestion doit tout d'abord vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de Gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

Dans le présent appel à projets, certains textes juridiques pourront le cas échéant être appliqués. Leur application est alors soumise à la vérification du respect des conditions d'éligibilité qui leur sont propres. Ces textes sont présentés en Annexe 2 du présent appel.

4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 4.1. Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Les bénéficiaires pouvant déposer des dossiers de demande de subvention sont les structures publiques (collectivités territoriales, établissements publics...), privées (entreprises et leur groupement, associations...) et les bailleurs sociaux contribuant à l'objectif visé.

Capacité financière du bénéficiaire¹

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

Bénéficiaire chef de file et partenaires

Le montage en opération collaborative² (opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée au prorata des actions réalisées et des dépenses engagées et payées) est **exclu**.

➤ 4.2 Thématique

Une opération est éligible si elle répond aux critères définis aux paragraphes 2.1 et 2.2 du présent appel.

➤ 4.3 Lieu de réalisation

Le projet est éligible s'il est conduit dans les quartiers politique de la ville présents sur le territoire de l'ITI (cf. liste des quartiers éligibles présentée en annexe 1)

¹ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

² Article 2 du décret n° du fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

➤ 4.4 Démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- les projets soumis au principe d'incitativité (réglementation applicable en matière d'aides d'Etat) qui auraient connu un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique.

➤ 4.5 Critères d'éco-conditionnalité

Dans le respect des articles 9 et 73 du RPDC et afin de sélectionner des projets respectueux de l'environnement, l'Autorité de Gestion doit évaluer les incidences environnementales des projets d'investissements de l'appel à projets.

Pour cela, le bénéficiaire doit compléter l'annexe prévue à cet effet et fournir les pièces justificatives probantes dans le dossier de demande de subvention.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

➤ 5.1 Plan de financement

Coût total éligible et taux de cofinancement FEDER

Pour chaque opération, le taux de cofinancement FEDER doit être au minimum de 40% et au maximum de 60% du coût total éligible.

Le montant et le taux de cofinancement du FEDER pouvant être accordés à l'opération dépendront le cas échéant :

- Du montant des contreparties nationales publiques apportées à l'opération.
- Du taux maximum d'aide publique autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat.
- Du taux minimal d'autofinancement exigé par les réglementations européennes et nationales.

Ne sont pas éligibles les opérations mobilisant :

- Moins de 100 000€ des coûts réels HT pour les porteurs privés
- Moins de 300 000€ des coûts réels HT pour les porteurs publics
- Plus de 2 000 000€ des coûts réels HT.

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds sera vérifié au moment du dépôt de la demande et, à l'issue de l'instruction du dossier après ajustement éventuel du plan de financement.

➤ 5.2. Catégories de dépenses



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat pour la période concernée (2021-2027) sur le site => europe.maregionsud.fr pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- liées directement au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées en HT ;

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant les taux forfaitaires tel que mentionnés ci-dessous.

Les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

- **Coûts directs :**

- *Dépenses d'investissement matériel et immatériel*

- Travaux de construction et d'aménagement
- Achats d'équipements (cout unitaire supérieur ou égal à 500€ HT)

- *Dépenses de prestations externes*

- Prestations techniques relatives à la réalisation du projet (CSPS, MOE, CT)

- **Coûts indirects :**

Application d'une option de coût simplifié (OCS) : ces frais sont calculés et présentés en appliquant un taux forfaitaire au montant des coûts directs éligibles, en application de l'article 54.a du règlement UE 2021/1060 (voir l'encadré « options de coûts simplifiés » ci-dessous).

APPLICATION DES OPTIONS DE COUTS SIMPLIFIES

Dans le cadre de cet appel à projets, le dispositif d'option de coût simplifié (OCS) combine deux taux forfaitaires :

- Un taux visant à déterminer « les dépenses de personnels » directement liées à l'opération ;
- Un taux déterminant les « dépenses indirectes » de l'opération.

La base de calcul de l'OCS déterminant les coûts indirects intègre les montant calculés sur les frais de personnels (le taux global est donc supérieur à la somme des deux taux).

Le barème présenté ci-après prévoit des taux décroissants en fonction de la taille de l'opération. Ainsi, des taux « marginaux » s'appliquant à chaque « tranche de coûts » du projet seront appliqués.

Attention : afin de mobiliser l'OCS relative aux frais de personnels, aucune dépense rattachée à des marchés passés selon une procédure formalisée (marché public dont la valeur dépasse les seuils fixés à l'article 4 de la directive UE 2014/24 ou à l'article UE 2014/35) ne doit être intégrée au plan de financement. Si les marchés ne sont pas lancés avant le dépôt du dossier de demande de subvention, des garanties probantes devront être présentées (coût total du projet, attestation du porteur de projet, etc.) afin d'attester le respect de cette condition.

Dans le cas contraire, seul le taux forfaitaire déterminant les coûts indirects pourrait être mobilisé.

Montant de l'assiette applicable pour l'OCS - par tranche de ... à		Taux forfaitaire à appliquer sur la tranche correspondante (ou taux marginal)		
		Frais personnels	Coûts indirects	Taux Cumulé
0 €	200 000 €	12,00%	7,00%	19,8%
200 001 €	500 000 €	5,00%	4,00%	9,2%
500 001 €	1 000 000 €	1,50%	1,00%	2,5%
	+ de 1000000 €	1,00%	0,00%	1,0%

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens³ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Achats de terrain et de bâtiment
- Contributions en nature
- Auto-construction
- Travaux en régie
- Frais d'amortissement

³ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

6. CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

Blocs de critères	Note/20	Critères communs présentés en comité de suivi	Note/20	Éléments communs d'appréciation de ces critères	Note/20
I QUALITE	14	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	5	Pertinence des types d'actions et/ou modalités de mise en œuvre au regard des objectifs poursuivis	3
				Intégration du projet dans une démarche territoriale complémentaire à la stratégie urbaine intégrée de l'ITI	1
				Dimension partenariale	1
		Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité technique	2
				Maturité financière	1
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	4	Caractère structurant et plus-value du projet sur le territoire au regard de la stratégie urbaine intégrée de l'ITI	3
				Viabilité et pérennité du projet au-delà du financement européen	1
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/charte des droits fondamentaux	2	Au sein de la structure, prise en compte : - des enjeux du développement durable - du respect des principes de l'égalité Homme-Femme - du respect de non-discrimination	2
II PERFORMANCE	6	Capacité administrative du porteur	1	Moyens humains (interne/ou externe) dédiés au pilotage et suivi du projet et à la gestion du dossier européen : référent technique, référent administratif et financier, référent marchés publics, consultant extérieur, ...	1
		Performance financière du projet	3	Potentiel de certification des dépenses du projet : simplicité du plan de financement (nombre de cofinanceurs, assiettes éligibles identiques...)	1
				Achèvement de l'opération / cadre de performance	1
				Contribution à la bonne exécution de la maquette financière	1
		Contribution du projet aux indicateurs du PO	2	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du PO : RCO74 - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement urbain RCO114 - Espace ouvert créé ou réhabilité en zone urbaine IS01 - Surface d'infrastructures créés ou réhabilités à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou des équipements collectifs	2
TOTAL			20		20

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. L'annexe 3 du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux. Pour les autres critères, une partie supplémentaire est spécifiquement prévue dans le point 3 de l'annexe 2 « Description détaillée du projet ».

7. INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivi à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exact, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les indicateurs relatifs à cet appel à projets et méthodologie :

Découvrez ci-après les indicateurs relatifs à cet appel à projets, pour chacune des 3 mesures :

- Indicateurs relevant de la **mesure 1 « Appui à l’implantation et à la réhabilitation d’équipements collectifs en vue du développement et de l’amélioration de l’offre de services de base »**

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO74 (Indicateur de réalisation)	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	Nombre d'habitants	Nom du/des QPV concernés par le projet + Détail de la population vivant dans les zones géographiques couvertes par le projet soutenu dans le/les Quartier(s) Prioritaire(s) de la Ville, dans le cadre des stratégies de Développement Territorial Intégré. Cet indicateur sera renseigné par l'Autorité de Gestion.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé dès la 1ère demande de paiement, sur la base des informations transmises par le porteur de projets.	180 000 habitants
RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de Gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans le cadre de la stratégie d'un Investissement Territorial Intégré et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue).	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde.	4 stratégies soutenues
ISO51 (indicateur de réalisation)	Surface d'infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou à des activités économiques de proximité*	Nombre de mètres carrés	Le porteur fournit le plan des travaux envisagés et un tableau des surfaces envisagées.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Pièces justificatives : Plan d'exécution des travaux réalisés, tableau des surfaces identifiant les	30 000 mètres carrés

				locaux concernés par l'opération et éventuellement PV de réception des travaux	
ISR51 (indicateur de résultats)	Capacités maximales d'accueil des infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services sanitaires et sociaux**	Nombre de personnes utilisatrices	Le porteur fournit le nombre prévisionnel de personnes qui seront accueillies.	<p><u>Moment de la valorisation :</u> L'indicateur peut être valorisé une fois obtenue l'autorisation d'ouverture au public (ex : commission sécurité...) et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde.</p> <p><u>Pièces justificatives :</u> Document attestant de la catégorie d'ERP concerné par le projet.</p>	2 250 personnes

***ISO51 :** on entend par « service ou activité économique de proximité », tout service (public ou privé) ou activité économique ayant un impact direct sur les habitants des quartiers concernés, en termes d'amélioration de l'offre d'emploi ou de services destinés et accessibles par les habitants des quartiers concernés.

****ISR51 :** on entend par « services sanitaires et sociaux », tout service (public ou privé) ayant un impact direct en termes d'amélioration de l'offre de services destinés et accessibles par les habitants des quartiers concernés dans les champs suivants : infrastructures à vocation éducative, sanitaire, sportive, socio-culturelle et sociale et structures d'information et d'accès au droit / infrastructures de santé / infrastructures enfance et petite enfance.

- Indicateurs relevant de la **mesure 2 « Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines »**

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO74 (Indicateur de réalisation)	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	Nombre d'habitants	Nom du/des QPV concernés par le projet + Détail de la population vivant dans les zones géographiques couvertes par le projet soutenu dans le/les Quartier(s) Prioritaire(s) de la Ville, dans le cadre des stratégies de Développement Territorial Intégré. Cet indicateur sera renseigné par l'Autorité de Gestion.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé dès la 1ère demande de paiement, sur la base des informations transmises par le porteur de projets.	180 000 habitants
RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de Gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans le cadre de la stratégie d'un Investissement Territorial Intégré et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue).	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde.	4 stratégies soutenues
RCO114 (Indicateur de réalisation)	Espaces non bâtis/ouverts* créés ou réhabilités dans les zones urbaines	Nombre de mètres carrés	Le porteur fournit le plan des travaux envisagés et un tableau des surfaces envisagées.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Pièces justificatives : PV de réception des travaux	22 500 mètres carrés

*RCO114 : on entend par « espace ouvert » une partie de l'espace non occupée par des constructions.

- Indicateurs relevant de la **mesure 3** « Soutien au développement de l'activité économique »

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO74 (Indicateur de réalisation)	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	Nombre d'habitants	Nom du/des QPV concernés par le projet + Détail de la population vivant dans les zones géographiques couvertes par le projet soutenu dans le/les Quartier(s) Prioritaire(s) de la Ville, dans le cadre des stratégies de Développement Territorial Intégré. Cet indicateur sera renseigné par l'Autorité de Gestion.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé dès la 1ère demande de paiement, sur la base des informations transmises par le porteur de projets.	180 000 habitants
RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de Gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans le cadre de la stratégie d'un Investissement Territorial Intégré et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue).	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde.	4 stratégies soutenues
ISO51 (indicateur de réalisation)	Surface d'infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou à des activités économiques de proximité	Nombre de mètres carrés	Le porteur fournit le plan des travaux envisagés et un tableau des surfaces envisagées.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Pièces justificatives : Plan d'exécution des travaux réalisés, tableau des surfaces identifiant les locaux concernés par l'opération et éventuellement PV de réception des travaux	30 000 mètres carrés

8. PROCEDURE DE CANDIDATURE

➤ 8.1 Calendrier de dépôt des dossiers

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur les sites internet : <https://europe.maregionsud.fr/> et <https://www.nicecotedazur.org/europe>

➤ 8.2 Portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

➤ 8.3 Documents de l'appel à projets

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie.
- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie.
- Les annexes au dossier de demande de subvention à compléter
 - Annexe 1 Plan de financement
 - Annexe 2 Description détaillée du projet
 - Annexe 3 Principes horizontaux
 - Annexe 4 Incidences environnementales
- La grille info porteurs commande publique
- La grille des pièces à joindre

➤ 8.4 Contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter :

Métropole Nice Côte d'Azur

Direction Habitat et Territoires prioritaires

Sébastien GERIA sebastien.geria@nicedadazur.org

Ou

Direction des Relations Internationales, des Financements Extérieurs, de L'Europe et de la Méditerranée

Jérôme CARREAUX jerome.carreaux@nicedadazur.org

9. MODALITES DE SELECTION

➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment complété
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets
- être accompagné par :
 - *La lettre d'engagement du bénéficiaire datée et signée (élément intégré dans le dossier de demande sous e-synergie à imprimer)
 - *Les annexes obligatoire (annexes 1, 2, 3 et 4) de l'appel à projets dûment complétées
 - *Le document attestant de la capacité du signataire à représenter la structure ou le représentant légal le cas échéant

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

➤ 9.2 Instruction

L'instruction des dossiers présentés dans le cadre de l'ITI se fait en deux temps.

Dans un premier temps, la Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de Gestion procède à l'instruction des dossiers sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaire.

L'instructeur examine la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés dans l'appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Dans un deuxième temps, les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection par l'Autorité Urbaine.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'Autorité Urbaine attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif, c'est-à-dire qualité et performance.

Une demande ayant obtenu a minima la moyenne sur chaque catégorie de critères de sélection reçoit un avis favorable.

Une demande ayant obtenu la moyenne uniquement sur une catégorie de critères de sélection reçoit un avis défavorable.

La proposition de classement et de sélection des dossiers est soumise au Comité de sélection de l'ITI.

Enfin, la décision du Comité de sélection est transmise à l'Autorité de Gestion et les notes des dossiers concernés sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

➤ **9.3 Présentation en comité de programmation**

Le comité régional de programmation est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région.

Les dossiers sont présentés en comité régional de programmation pour avis et dans l'ordre suivant :

- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis favorable
- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis défavorable

Les dossiers faisant l'objet d'une reprogrammation sont également présentés pour avis.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

➤ **9.4 Décision de l'Autorité de Gestion**

L'Autorité de Gestion décide de la programmation ou du rejet des dossiers après l'avis rendu par le comité régional de programmation.

Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention.

Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'Autorité de Gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- d'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'Autorité de Gestion et dans la limite de 30 % du montant FEDER programmé, **uniquement pour les porteurs privés**. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant des suivants. L'avance doit être sollicitée par le porteur de projet avec argumentaire. Elle sera accordée en fonction de la maturité de l'opération sur proposition du service instructeur.
- d'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

11. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat et dans le guide du bénéficiaire.

➤ 11.1 Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité⁴, toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

- a) la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu;

⁴ Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à opération doivent être conservée pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de Gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

➤ **11.2 Respect du droit applicable**

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- La législation applicable en matière de marchés publics ;
- La législation applicable en matière d'aides d'État ;
- La prévention des conflits d'intérêts ;
- Les exigences environnementales ;
- La charte des droits fondamentaux ;
- Le Contrat d'engagement républicain (concerne les associations et fondations uniquement)

➤ **11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne**

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention⁵. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que

- La Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060
- La Région et l'Autorité Urbaine communiquent sur son projet, son bilan et ses résultats
- La Région et l'Autorité Urbaine soit associées à toute opération de communication relative à l'opération

➤ **11.4. Suivi comptable de l'opération**

Tout bénéficiaire doit disposer d'une comptabilité séparée ou de codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l'opération.

⁵ Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

12. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION ET DE L'AUTORITE URBAINE

➤ 12.1 Respect de la confidentialité

L'Autorité de Gestion et l'Autorité Urbaine s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ 12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de Gestion et l'Autorité Urbaine conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de Gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'état sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'état sur lequel se fonde l'aide attribuée.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique mis en œuvre par la Direction des Relations Internationales, Financements Extérieurs, Europe et Méditerranée de la Métropole Nice Côte d'Azur aux seules fins de la gestion des dossiers de l'Investissement territorial Intégré.

La collecte de vos données -nécessaire au traitement de votre demande- repose sur votre consentement que vous pouvez retirer à tout moment en vous adressant à europa@nicedcotedazur.org ou Métropole Nice Côte d'Azur 5 rue de l'hôtel de ville 06364 Nice cedex 4.

Les données enregistrées sont réservées à l'usage du personnel habilité aux seules fins définies ci-avant et sont conservées pendant 7 ans après la fin du projet dans ce cadre.

Conformément au Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données, et à la loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978 modifiée, vous pouvez accéder aux données vous concernant et demander leur rectification et leur effacement.

Vous disposez également d'un droit à la portabilité de vos données, d'un droit à la limitation du traitement de vos données et du droit d'organiser le sort de vos données post-mortem.

Pour exercer vos droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce cadre, vous devez vous adresser à europa@nicecotedazur.org ou Métropole Nice Côte d'Azur 5 rue de l'hôtel de ville 06364 Nice cedex 4.

Vous pouvez adresser une réclamation -en ligne ou par voie postale- auprès de la CNIL si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés ou que le traitement mis en œuvre n'est pas conforme aux règles de protection des données.

ANNEXE I – GEOGRAPHIE PRIORITAIRE - LISTE DES QUARTIERS ELIGIBLES

Les onze quartiers prioritaires de la Métropole Nice Côte d’Azur sont les suivants :

- Nice : Las Planas,
- Nice : résidence sociale Nicéa,
- Nice/Saint-Laurent-du-Var : Les Moulins-Point du jour,
- Nice : Les Sagnes,
- Nice : centre ville,
- Nice : Paillon,
- Nice/Saint-André-de-la-Roche : Ariane-Le Manoir,
- Nice : palais des Expositions,
- Vence : centre ville,
- Carros : centre ville,
- Drap : La Condamine,

ANNEXE II RELATIVE AUX AIDES D'ETAT

Les aides accordées dans le cadre du présent appel à projets pourront être considérées comme ne relevant pas d'une aide d'Etat, au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), sur la base d'un argumentaire visant à démontrer :

- que le projet ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment du fait qu'il s'agit d'« activités purement locales ».

Dans ce cas, l'aide n'est pas soumise à un taux maximum d'aide publique au regard de la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat, et/ou ;

- que les activités menées dans le cadre du projet peuvent être de nature non économique.

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. Le cas échéant, plusieurs régimes juridiques pourront permettre de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne, notamment :

- le régime cadre exempté de notification N° SA.58993 relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2023 ;
- le régime cadre exempté de notification N° SA.58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales : les porteurs d'infrastructures locales peuvent recevoir une aide pour la construction et la modernisation d'infrastructures locales qui contribuent à améliorer l'environnement des entreprises et des consommateurs ainsi qu'à moderniser et développer la base industrielle du territoire.